

# **NOTICE A L'USAGE DES OFFICIERS GENERAUX**

**en 2<sup>e</sup> section  
ou  
en congé du personnel navigant**



**BUREAU DES OFFICIERS GENERAUX**  
14, rue Saint-Dominique  
75700 PARIS SP 07

[www.defense.gouv.fr/bog](http://www.defense.gouv.fr/bog)



## SOMMAIRE

Préambule : le Bureau des Officiers Généraux.....	6
Mission.....	6
Organisation .....	6
Implantations.....	6
Accueil .....	7
Points de contact.....	7
1 Première partie : dispositions d'ordre statutaire.....	8
1.1. Positions statutaires.....	8
1.1.1. Congé du personnel navigant (CPN).....	8
1.1.2. Admission dans la 2 <sup>e</sup> section.....	8
1.1.3. Radiation des cadres .....	8
1.2. Dispositions relatives à l'exercice des droits civils et politiques .....	8
1.2.1. Libertés d'opinion et d'expression, devoir de réserve.....	9
1.2.2. Respect du secret de la défense nationale .....	9
1.2.3. Obligation de discrétion.....	9
1.2.4. Protection juridique .....	9
1.2.5. Liberté d'association .....	10
1.2.6. Exercice d'une fonction publique élective .....	10
1.3. Exercice d'une activité lucrative.....	10
1.3.1. Commission de déontologie.....	11
1.4. Exercice d'une fonction rémunérée au titre d'un contrat de travail du ministère des armées (loi n° 84-16).....	11
1.5. Dispositif d'aide aux départs : le pécule modulable d'incitation au départ (PMID).....	12
2 Deuxième partie : dispositions d'ordre militaire .....	13
2.1. Précisions relatives à l'appellation « 2 <sup>e</sup> section ».....	13
2.2. Port de l'uniforme .....	13
2.2.1. En France métropolitaine.....	13
2.2.2. À l'étranger.....	13
2.3. Déplacements à l'étranger .....	13
2.4. Décorations .....	14
2.4.1. Propositions .....	14
2.4.2. Réception.....	14
3 Troisième partie : dispositions administratives.....	16
3.1. Changement de résidence .....	16
3.2. Changement de domicile.....	16

3.3. Solde de réserve et pension militaire .....	16
3.3.1. Principe général.....	16
3.3.2. Montant de la solde de réserve et de la pension de retraite .....	16
3.3.3. Revalorisation de la solde de réserve et de la pension de retraite .....	17
3.3.4. Adresses des organismes en charge de la solde de réserve.....	17
3.3.5. Adresses des organismes en charge de la pension de retraite.....	17
3.4. Habilitations .....	18
3.5. Communication des adresses privées.....	18
3.6. Cartes délivrées par le bureau des officiers généraux .....	18
3.6.1. Carte d'identité militaire d'officier général.....	18
3.6.2. Carte de circulation SNCF.....	19
3.6.3. Carte de réduction « famille militaire » .....	19
3.7. Cartes dont la délivrance ne relève pas du bureau des officiers généraux .....	20
3.7.1. Carte du combattant et retraite du combattant.....	20
3.7.2. Carte d'invalidité.....	20
3.7.3. Carte spéciale de priorité (réservée aux pensionnés résidant dans la région parisienne).....	21
3.7.4. Carte administrative de conjoint.....	21
3.7.5. Carte de veuve et de veuf d'ancien combattant .....	21
4 Quatrième partie : dispositions diverses .....	22
4.1. Service de santé des armées .....	22
4.1.1. Dossier médical.....	22
4.1.2. Soins du service de santé des armées.....	22
4.1.3. Hospitalisation.....	22
4.2. Sécurité sociale.....	22
4.3. Le régime de retraite additionnelle de la fonction publique .....	23
4.4. Sociétés mutualistes.....	24
4.5. Accès aux cercles .....	24
4.6. Achats effets militaires.....	24
4.7. Autorisation d'acquisition et de détention d'arme à titre personnel .....	25
4.8. Détermination du revenu imposable.....	25
4.9. Décès.....	26
4.10. Honneurs funèbres militaires .....	26
4.11. Droits des conjoints et des orphelins.....	26
4.11.1. Pension de réversion .....	26
4.11.2. Pension militaire d'invalidité .....	27
4.12. Service historique de la défense .....	27
4.13. Musées militaires .....	27
4.14. Mise en garde relative au « musée des officiers généraux » .....	28

Annexe Ia : extrait du code de la défense.....	29
Annexe Ib : extrait du code pénal.....	30
Annexe II : modalités suivant lesquelles les militaires peuvent se rendre à l'étranger.....	31
Annexe III : déclaration de perte, de vol ou de destruction de carte d'identité militaire.....	33
Annexe IV : déclarations relative à l'utilisation des services de la SNCF.....	34
Annexe V : modèle de lettre de demande d'obtention de carte de conjoint.....	38
Annexe VI : musées militaires relevant du ministère des armées .....	39
Annexe VII : principales associations d'entraide ou de promotion des liens entre la société civile et les armées.....	40
Annexe VIII : organigramme fonctionnel du Bureau des Officiers Généraux.....	43

## PREAMBULE : LE BUREAU DES OFFICIERS GENERAUX

Créé le 1<sup>er</sup> mars 1966 par la fusion des bureaux des officiers généraux existant au sein de chacune des armées, le bureau des officiers généraux relève directement du ministre des armées (référence : arrêté du 25 avril 2007 modifié fixant les attributions et portant organisation du bureau des officiers généraux).

### MISSION

Le bureau des officiers généraux (BOG) administre et participe à la gestion des **officiers généraux en 1<sup>re</sup> section et gère les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section**, de chaque armée, direction et service. Il est chargé de l'étude des questions de principe, du règlement des affaires et de la préparation des mesures individuelles les concernant.

### ORGANISATION

Le bureau est placé sous l'autorité d'un officier général commandant les services des officiers généraux. Il est assisté d'un adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Cet adjoint est désigné parmi les chefs de section.

Il comprend, outre un secrétariat central :

- une section « terre-gendarmerie-infrastructure » ;
- une section « marine-services de soutien » ;
- une section « air-armement » ;
- une section « études générales ».

Les informations relatives aux officiers généraux sont consultables sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.defense.gouv.fr/bog/>.

L'officier général commandant les services des officiers généraux dispose également de la mission de retour à la vie civile des officiers généraux (MIRVOG) qui lui est directement rattachée. La MIRVOG, dirigée par un officier général, accueille les officiers généraux tout au long de leur démarche de retour à la vie civile.

La MIRVOG dispose de son propre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.defense.gouv.fr/mirvog/>.

### IMPLANTATIONS

Le BOG est situé dans l'emprise du ministère des armées (bâtiment des Jardins), à l'adresse suivante : **14 rue Saint-Dominique 75007 PARIS.**

Accès :

- Métro : stations Solferino et Assemblée nationale (ligne 12) ou Invalides (lignes 8 et 13)
- Autobus : lignes 63-69-83-84-94

La correspondance destinée au bureau doit être transmise à l'adresse suivante :

**Madame la ministre des armées  
Bureau des officiers généraux  
14, rue Saint-Dominique  
75700 PARIS SP 07**

La MIRVOG est implantée à l'école militaire (bâtiment 19) à l'adresse suivante : **1 place Joffre 75007 PARIS.**

Accès :

- Métro : station Ecole militaire (ligne 8)
- Autobus : lignes 28-80-82-87

La correspondance destinée à la MIRVOG doit être transmise à l'adresse suivante :

**Mission de retour à la vie civile des officiers généraux**  
**École militaire**  
**1, place Joffre – Case 73**  
**75700 PARIS SP 07**

## **ACCUEIL**

Le personnel du bureau réserve le meilleur accueil possible aux officiers généraux et s'efforce de traiter dans les plus brefs délais les questions relevant de sa compétence, qu'elles soient soumises par écrit, par téléphone ou à l'occasion d'une visite.

Il est toutefois recommandé aux visiteurs de prévenir au moins 48h à l'avance de leur venue afin qu'ils puissent être accueillis dans les meilleures conditions.

Les officiers généraux qui souhaitent être reçus par le général commandant les services des officiers généraux sont les bienvenus et peuvent prendre rendez-vous auprès de son secrétariat (01.86.69.10.46), en précisant dans la mesure du possible l'objet de leur visite.

**Lorsqu'un officier général en congé du personnel navigant ou en 2<sup>e</sup> section est confronté à un événement particulier qui le place dans une situation délicate (demande d'interview, convocation dans le cadre de réquisition judiciaire, audition à titre de témoin...), il lui est conseillé de prendre contact directement avec le BOG qui pourra être en mesure de le conseiller et de l'aider dans ses démarches.**

## **POINTS DE CONTACT**

- Général commandant les services des officiers généraux

Secrétariat : 01.86.69.10.46, 01.86.69.11.00

Site web du BOG : <http://www.defense.gouv.fr/bog/>

- Général chef de la MIRVOG

Secrétariat : 01.76.64.86.22

Site web de la MIRVOG: <http://www.defense.gouv.fr/mirvog/>

Voir organigramme fonctionnel en annexe VIII (p.40).

## PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS D'ORDRE STATUTAIRE

### Remarques préliminaires

Les dispositions du code de la défense (Partie 4, Livre I<sup>er</sup>) portant statut général des militaires s'appliquent aux officiers généraux.

Ces derniers sont répartis en deux sections :

- La première section comprend « *les officiers généraux en activité, en détachement, en non-activité et hors cadres* ».  
Sont en position de non-activité les officiers généraux en congé du personnel navigant, en congé de longue durée pour maladie ou en congé de longue maladie, en congé parental, en situation de retrait d'emploi, en congé pour convenances personnelles.
- La deuxième section comprend « *les officiers généraux qui, n'appartenant pas à la première section, sont maintenus à la disposition de la ministre des armées* ». A ce titre, ils peuvent éventuellement faire l'objet d'un rappel à l'activité par voie de vacation ou d'un remplacement en 1<sup>re</sup> section.

### 1.1. POSITIONS STATUTAIRES

#### 1.1.1. Congé du personnel navigant (CPN)

L'officier général en congé du personnel navigant pour services aériens exceptionnels peut être rappelé à l'activité si les circonstances l'exigent. Dans ce cas, son congé est alors suspendu le temps du rappel à l'activité (replacé en position d'activité).

Le temps passé en congé du personnel navigant ne compte, ni pour l'avancement, ni pour les droits à pension de retraite (excepté le CPN pour les personnels navigants atteint d'une invalidité d'au moins 40 % résultant d'une activité aérienne militaire).

À l'issue de ce congé, l'officier général est admis dans la 2<sup>e</sup> section ou radié des cadres.

#### 1.1.2. Admission dans la 2<sup>e</sup> section

L'officier général est admis dans la 2<sup>e</sup> section :

- par limite d'âge ou à l'expiration du congé du personnel navigant ;
- par anticipation, soit sur sa demande, soit d'office pour raisons de santé constatées par un conseil de santé ou toute autre cause non disciplinaire, après avis du conseil supérieur de l'armée intéressée ou du conseil correspondant.

L'officier général admis dans la 2<sup>e</sup> section, pour raisons de santé, peut être replacé dans la 1<sup>re</sup> section après avis du conseil de santé.

Il est recommandé à l'officier général qui désire être admis dans la 2<sup>e</sup> section par anticipation de formuler sa demande avec un **préavis de six mois**, afin de permettre la liquidation de sa solde de réserve dans les délais nécessaires et d'éviter ainsi tout retard à l'occasion de son premier versement.

#### 1.1.3. Radiation des cadres

Les officiers généraux en CPN et les officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section peuvent être radiés des cadres par mesure disciplinaire ou sur leur demande.

### 1.2. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXERCICE DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Aux termes de l'article L.4141-4 du code de la défense, « les dispositions de l'article L.4121-2, du troisième alinéa de l'article L.4123-2, de l'article L.4123-10 et du b du 3<sup>o</sup> de l'article L.4137-2 sont applicables à l'officier général de la deuxième section lorsqu'il n'est pas replacé en première section par le ministre de la défense [...] ».



### 1.2.1. Libertés d'opinion et d'expression, devoir de réserve

« Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service **avec la réserve exigée par l'état militaire**. Cette règle s'applique à **tous les moyens d'expression**. »

S'il peut, en tenue civile, assister à des réunions publiques ou privées et y exprimer, en toute liberté quant au fond, ses opinions ou croyances philosophiques, religieuses et politiques, l'officier général est tenu quant à la forme de s'exprimer avec la réserve exigée par l'état militaire.

Il lui est notamment interdit de faire des déclarations ou de commettre des actions susceptibles d'engendrer un doute quant au loyalisme envers les institutions dont doit faire preuve celui qui a accepté de servir l'État.

Le devoir de réserve concerne la façon dont sont exprimées les opinions personnelles ; il interdit en particulier :

- la violence des propos en public, dans les médias ;
- le manque de respect envers les pouvoirs publics et les institutions (propos injurieux) ;
- les manquements publics à la solidarité qui doit lier le militaire à l'armée ;
- l'utilisation abusive du grade dans les documents à des fins publicitaires ou commerciales ;
- dans les autres écrits, les officiers généraux doivent faire état de leur appartenance à la 2<sup>e</sup> section.

### 1.2.2. Respect du secret de la défense nationale

Toute violation du secret de la défense nationale ou du secret professionnel expose à des poursuites pénales.

### 1.2.3. Obligation de discrétion

Indépendamment du devoir de réserve, l'officier général demeure naturellement lié par l'obligation de discrétion professionnelle qui lui interdit :

- la divulgation des faits et informations dont il a eu connaissance à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ;
- tout détournement ou toute communication contraire aux règlements de pièces ou de documents de service à des tiers.

L'officier général ne peut être délié de cette obligation de discrétion ou relevé de l'interdiction précitée qu'avec l'autorisation de la ministre.

### 1.2.4. Protection juridique

L'État protège notamment ses agents :

- contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les menaces, violences, harcèlements moral ou sexuel, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;
- faisant l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Sous certaines conditions, l'officier général en 2<sup>e</sup> section peut en bénéficier.

Lors de l'instruction de la demande de protection, seul le lien avec le service au moment où se sont déroulés les faits justifiant la demande de protection est pris en considération.

La protection juridique ne peut être octroyée pour des litiges relevant du domaine privé.

### 1.2.5. Liberté d'association

Il est interdit aux militaires en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique. Cette interdiction ne s'applique pas aux officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section et en congé du personnel navigant.

### 1.2.6. Exercice d'une fonction publique élective

Les officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section peuvent **librement se porter candidat à toute fonction publique élective**. Toutefois, eu égard à leur situation particulière qui les maintient à la disposition de la ministre, **l'usage veut qu'ils informent la ministre de leur candidature et, le cas échéant, de leur élection**.

L'officier général candidat à une élection peut faire état de son grade, en précisant son appartenance à la 2<sup>e</sup> section, mais il doit respecter le devoir de réserve et demeure lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et les informations dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions militaires.

Les officiers généraux **en congé du personnel navigant** appartiennent toujours à la 1<sup>re</sup> section. Ils peuvent également se porter librement candidat à toute fonction publique élective. Toutefois, leur position statutaire étant incompatible avec l'exercice d'un mandat électif, ils doivent se conformer à l'article L.4121-3 du code de la défense qui précise que les militaires qui sont élus et qui acceptent leur mandat sont placés dans la position de détachement prévue à l'article L.4138-8 du code de la défense sous réserve qu'ils n'aient pas atteint leur limite d'âge. Dans la position de détachement, ils ne perçoivent que l'indemnité liée à leur fonction élective.

Comme les magistrats et les fonctionnaires d'autorité, les officiers généraux, en activité ou non, sont soumis à des conditions d'inéligibilité. Ces conditions sont différentes en fonction de l'élection concernée.

- **Pour les élections au sein d'un conseil régional, général ou municipal**, les officiers généraux de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air sont inéligibles dans toute l'étendue de la circonscription où, dotés d'un commandement territorial, ils ont exercé leur autorité depuis moins de six mois (délai apprécié à la date du scrutin).
- **Pour les élections en qualité de député ou de sénateur**, sont inéligibles en France dans toute circonscription comprise en tout ou partie dans le ressort dans lequel ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an à la date du scrutin les titulaires des fonctions suivantes :
  - o les officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale exerçant un commandement territorial ainsi que leurs adjoints pour l'exercice de ce commandement ;
  - o les militaires, autres que les gendarmes, exerçant un commandement territorial ou le commandement d'une formation administrative ainsi que leurs adjoints pour l'exercice de ce commandement.

Ces inéligibilités ne s'étendent pas à l'élection du Président de la République, ni à celle des représentants au Parlement européen.

## 1.3. EXERCICE D'UNE ACTIVITE LUCRATIVE

Les officiers généraux en congé du personnel navigant (CPN) ou en 2<sup>e</sup> section peuvent, sous certaines conditions, exercer une activité lucrative.

Le cumul sans limitation d'une solde de réserve et d'une rémunération d'activité est possible après avoir atteint la limite d'âge de son ancien grade.

Le cumul, d'une solde de réserve et d'une rémunération d'activité avant la limite d'âge, est soumis à des règles particulières liées notamment à la nature juridique du nouvel employeur. Il est donc recommandé, pour obtenir une réponse officielle, d'écrire directement au :

Ministère de l'Économie et des Finances  
Service des Retraites de l'État  
Sous-direction B  
Bureau Cumuls « pensions traitements »  
10, boulevard Gaston Doumergue  
44264 Nantes cedex 2

Vous pouvez consulter la brochure du Service des retraites de l'État sur le site des retraites de l'Etat.

[https://retraitesdeletat.gouv.fr/portal/rest/jcr/repository/collaboration/sites/eppe/documents/notices/cumul\\_pr\\_militaire\\_et\\_civil\\_avant\\_2015.pdf](https://retraitesdeletat.gouv.fr/portal/rest/jcr/repository/collaboration/sites/eppe/documents/notices/cumul_pr_militaire_et_civil_avant_2015.pdf)

### 1.3.1. Commission de déontologie

L'article L.4122-5 du code de la défense dispose que les militaires ayant quitté l'activité depuis moins de trois ans<sup>1</sup> ne peuvent prendre ou détenir par eux-mêmes ou par personne interposée, sous quelque forme que ce soit, des intérêts de nature à compromettre leur indépendance dans les entreprises privées à l'égard desquelles ils ont été chargés, dans le cadre de leurs fonctions, soit d'assurer une surveillance ou un contrôle, soit de conclure des contrats de toute nature avec ces entreprises [...].

Les articles R.4122-14 à R.4122-24 du code de la défense précisent les catégories de personnel assujetties au devoir d'information et les modalités selon lesquelles les militaires **sont tenus de déclarer préalablement et au plus tôt toute activité privée lucrative dans les 3 ans qui suivent leur nomination, admission dans la 2<sup>e</sup> section ou placement en congé du personnel navigant** (annexe I p. 29).

Le BOG est chargé de recueillir les déclarations des officiers généraux qu'il administre et de transmettre les dossiers qu'ils ont l'obligation de présenter à la commission dite de déontologie.

La saisine de cette commission chargée d'émettre un avis sur la compatibilité de l'exercice des activités privées lucratives avec les dispositions du statut général des militaires **doit être réalisée avant la prise de fonction des intéressés**. Elle est obligatoire, quelle que soit la nature de l'emploi envisagé, hormis la création d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Les documents nécessaires à l'établissement des dossiers de déclaration sont adressés par le bureau à chaque officier général admis au bénéfice d'un congé du personnel navigant ou en 2<sup>e</sup> section.

## 1.4. EXERCICE D'UNE FONCTION REMUNEREE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL DU MINISTERE DES ARMEES (LOI N° 84-16<sup>2</sup>)

Pour satisfaire les besoins circonstanciels, le ministère des armées peut faire appel à des officiers généraux en 2<sup>e</sup> section ou en congé du personnel navigant qu'il emploie en tant qu'agent contractuel de l'État sur des postes dont le caractère n'est pas pérenne.

Avant la limite d'âge, l'officier général est recruté au titre d'un contrat de cumul ; après la limite d'âge, il est recruté au titre d'un contrat de différence.

<sup>1</sup> en vertu de l'article L.432-13 du code pénal

<sup>2</sup> loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

La procédure de recrutement d'un agent contractuel de droit public comporte six phases :

- demande de recrutement émise par l'employeur : ce dernier transmet sa demande au bureau des agents non titulaires de la direction des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD), qui valide la faisabilité technique de la demande ;
- publication à la Bourse Nationale des Emplois (BNE) : conformément aux procédures en vigueur, la fiche de poste est publiée à la BNE ;
- instruction du recrutement : l'employeur transmet au BOG la demande initiale avec le nom du candidat ;
- entretien entre l'officier général commandant les services des officiers généraux et l'officier général en 2<sup>e</sup> section ;
- signature de la décision : le BOG propose à la signature de la ministre une note portant autorisation ou non de souscription d'un contrat au profit du candidat sélectionné ;
- rédaction et signature du contrat : le BOG transmet au gestionnaire (DRH-MD) la demande en vue de l'élaboration du contrat.

Celui-ci est généralement établi pour une durée d'un an, avec possibilité de deux renouvellements, soit un maximum de trois ans.

La demande de renouvellement doit être adressée au bureau des officiers généraux trois mois minimum avant la date d'échéance du contrat.

La signature du contrat entraîne l'inscription à la caisse primaire d'assurance maladie.

Le BOG doit être tenu informé de la date de cessation d'activité, que celle-ci soit exercée dans le secteur privé ou au sein de la fonction publique.

### **1.5. DISPOSITIF D'AIDE AUX DEPARTS : LE PECULE MODULABLE D'INCITATION AU DEPART (PMID)**

Le versement du PMID est réalisé en deux fois.

Le premier versement, correspondant aux trois quarts du pécule accordé, est effectué au moment de la radiation des cadres ou des contrôles ou l'admission en 2<sup>e</sup> section, selon les modalités fixées.

Le second versement, correspondant au quart restant du pécule, est versé douze mois après la radiation des cadres ou des contrôles ou de l'admission en 2<sup>e</sup> section.

Conformément à l'article L38 de la loi n°2013-1168 du 18 décembre 2013, **le montant du pécule est remboursé** par tout bénéficiaire qui dans les **cinq années** suivant son admission dans la 2<sup>e</sup> section des officiers généraux, sa radiation des cadres ou sa radiation des contrôles, souscrit un nouvel engagement dans les armées ou les formations rattachées, [...], est nommé dans un corps ou un cadre d'emplois de l'une des fonctions publiques ou est **recruté par contrat** en application de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ou la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Le remboursement est effectué dans le délai d'un an à compter de l'engagement, de la titularisation ou de la prise d'effet du contrat.

## DEUXIEME PARTIE : DISPOSITIONS D'ORDRE MILITAIRE

### 2.1. PRECISIONS RELATIVES A L' APPELLATION « 2<sup>E</sup> SECTION »

Depuis la promulgation de la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, l'expression « cadre de réserve » pour désigner les officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section n'a plus de fondement législatif qui en justifie l'application aux officiers généraux concernés.

Dans le langage courant, comme dans la correspondance privée, il convient, par conséquent, d'utiliser la mention « 2<sup>e</sup> section » (2<sup>e</sup> S).

### 2.2. PORT DE L'UNIFORME

#### 2.2.1. En France métropolitaine

Le port de l'uniforme peut être prescrit aux officiers généraux relevant de la 2<sup>e</sup> section lorsqu'ils :

- assistent à des réunions ou des exercices militaires à la suite d'une convocation officielle ;
- sont appelés devant l'autorité militaire pour une raison de service ;
- sont admis à suivre les manœuvres, travaux ou conférences d'une unité ;
- sont passagers militaires à bord d'un bâtiment ou d'un aéronef militaire.

En dehors de ces circonstances, les officiers généraux peuvent revêtir la tenue, sans autorisation préalable, à l'occasion de prises d'armes<sup>3</sup>, de réunions, fêtes et cérémonies officielles ou privées. Toutefois, lors de manifestations privées organisées par des associations, un contact préalable avec l'autorité militaire locale est recommandé.

Le port de l'uniforme est interdit lors de réunions publiques ou privées ayant un caractère politique, électoral ou syndical, et dans l'exercice d'une profession civile. L'utilisation officielle de photographies en uniforme est également interdite dans le cadre de ces mêmes activités.

#### 2.2.2. À l'étranger

Le port de la tenue par les officiers généraux, à l'occasion d'une cérémonie officielle ou privée, est **subordonné à l'autorisation de la ministre des armées et à l'accord du représentant diplomatique de la France dans le pays considéré.**

La demande d'autorisation doit être adressée au bureau des officiers généraux avec un **préavis d'au moins un mois**, nécessaire au recueil des agréments indispensables. Les demandes adressées en deçà de ce préavis risquent de ne pas être satisfaites.

Le motif de la demande, le pays de destination, ainsi que les dates de début et de fin de séjour, doivent être précisés.

### 2.3. DEPLACEMENTS A L'ETRANGER

Il convient d'informer au préalable la ministre des armées (BOG) des seuls déplacements effectués sur un territoire pouvant présenter un caractère sensible. Dans ce cas, un état de renseignement sera demandé pour transmission à la direction du renseignement et de la sécurité de la défense.

La liste de ces pays (annexe II) peut être demandée au bureau des officiers généraux pour connaître les dernières évolutions en la matière ou consultée sur le site internet du BOG.

Il est également conseillé aux intéressés de consulter le site internet du ministère des affaires étrangères pour plus d'informations sur la situation actuelle du pays.

Il est à noter que cette procédure n'a aucune incidence sur la demande d'autorisation du port de l'uniforme à l'étranger qui reste en vigueur.

---

<sup>3</sup> Mais ils ne peuvent présider en uniforme une prise d'armes, une cérémonie ou une réunion dans le cadre des fonctions électives qu'ils sont susceptibles d'exercer.

## 2.4. DECORATIONS

### 2.4.1. Propositions

Le bureau des officiers généraux propose systématiquement pour les ordres nationaux les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section remplissant les conditions requises. **Ces derniers n'ont donc pas à établir de demande individuelle.**

L'avancement pour les décorations au sein de la 2<sup>e</sup> section se caractérise par un **taux de sélection particulièrement sévère** en raison du nombre très élevé de candidats présentant des titres de guerre éminents et exerçant des activités remarquables au profit des armées.

Les activités dans les réserves, les emplois civils ayant trait aux armées, ainsi que certaines responsabilités importantes exercées au sein du monde associatif ou d'organismes militaires, constituent des critères de choix pour la ministre. Aussi, est-il souhaitable que le bureau en soit tenu informé par les intéressés.

### 2.4.2. Réception

#### 2.4.2.1. Dignités

L'article R.51 du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire précise que :

« Les grand'croix et les grands officiers reçoivent leurs insignes des mains du Président de la République. Toutefois, en cas d'empêchement, le grand chancelier ou un dignitaire ayant au moins le même rang dans l'ordre est délégué pour procéder à ces réceptions ».

Dans les deux cas, la demande est à adresser à :

Etat-major particulier du Président de la République  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

#### 2.4.2.2. Grades

La réception des officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section dans les grades peut s'opérer :

- soit selon le cérémonial prévu à l'article R.55 du code précité (réception des militaires) ;
- soit selon le cérémonial prévu à l'article R.54 du code précité (réception des civils).

#### 2.4.2.3. Procédure

Dès la publication au Journal officiel de la République française du décret portant élévation ou promotion dans un ordre national, les officiers généraux concernés reçoivent à leur domicile une copie du décret adressé par le BOG ainsi qu'une correspondance de la grande chancellerie les informant des différentes formalités à accomplir en vue de la remise de leurs insignes.

#### 2.4.2.4. Dérogations

Pour des raisons particulières, il peut arriver qu'un récipiendaire de la Légion d'honneur ou de l'ordre national du Mérite aspire à recevoir sa décoration des mains d'une personnalité civile, habilitée par dérogation à procéder aux réceptions (Premier ministre, ministre ou ambassadeur en pays étranger).

Dans ce cas, une demande écrite doit être adressée par l'intéressé, sous le couvert du bureau des officiers généraux, au grand chancelier de la Légion d'honneur à l'adresse suivante :

Grande chancellerie de la Légion d'honneur  
1, rue de Solférino  
75700 PARIS

#### 2.4.2.5. Frais de chancellerie

Le paiement des droits de chancellerie s'effectue par chèque bancaire libellé à l'ordre de l'agent comptable de la grande chancellerie et joint au procès-verbal de remise.

Les taux des droits de chancellerie ont fait l'objet d'une évolution (décret n°2016-1254 du 27 septembre 2016 portant relèvement des droits de chancellerie sur la Légion d'honneur et les décorations étrangères et décision du 27 septembre 2016 portant relèvement des droits de chancellerie sur l'ordre national du Mérite).

#### **2.4.2.6. Procès-verbal**

Une **copie du procès-verbal de réception**, portant les signatures du récipiendaire et de l'autorité ayant procédé à la réception, est **à adresser au bureau des officiers généraux**, après la cérémonie, pour mise à jour du dossier.

Cette procédure est indispensable dans la mesure où la date de prise de rang conditionne les éventuelles propositions futures dans les ordres nationaux.

#### **2.4.2.7. Brevet**

Dès réception du procès-verbal, la grande chancellerie établit le brevet et le fait parvenir à l'intéressé.

## TROISIEME PARTIE : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La gestion des officiers généraux fait l'objet d'un traitement automatisé d'informations nominatives.

Les informations contenues dans la base de données sont celles figurant au dossier du personnel. Elles sont à l'usage exclusif du bureau des officiers généraux et permettent un suivi en temps réel de l'ensemble des officiers généraux.

### 3.1. CHANGEMENT DE RESIDENCE

(Décret n°2007-640 du 30 avril 2007 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les changements de résidence des militaires).

Lors de son admission dans la deuxième section, le changement de résidence de l'officier général est pris en charge à destination du lieu de repli en métropole.

Le changement de résidence en métropole doit être effectué en une seule fois et dans un délai de trois ans à compter de la date d'ouverture du droit.

Ce dernier déménagement n'ouvre pas droit au complément-supplément forfaitaire de l'indemnité pour charges militaires (« prime rideaux »).

Par ailleurs, l'officier général en deuxième section replacé en première section sur décision individuelle de la ministre des armées a droit à la prise en charge de ses frais de changement de résidence.

### 3.2. CHANGEMENT DE DOMICILE

Les officiers généraux sont invités à signaler sans retard leur changement de domicile :

- au bureau des officiers généraux ;
- à l'organisme payeur de leur solde de réserve ou pension militaire de retraite ;
- à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre, pour les titulaires d'une pension militaire d'invalidité.

### 3.3. SOLDE DE RESERVE ET PENSION MILITAIRE

Organisme d'administration et de gestion, le bureau des officiers généraux ne traite aucunement le domaine des soldes de réserve et pensions militaires de retraite. C'est pourquoi, pour toute question relative à ce sujet, il est préférable de s'adresser directement aux organismes en charge de ces aspects.

#### 3.3.1. Principe général

Les officiers généraux ayant eu 67 ans avant le 1er juillet 2011 et ceux n'ayant pas encore 67 ans perçoivent une solde de réserve.

Depuis le 1er juillet 2011, les OGX perçoivent une pension de retraite à partir de leurs 67 ans.

#### 3.3.2. Montant de la solde de réserve et de la pension de retraite

L'article R58 du Code des pensions civiles et militaires stipule que « **la solde de réserve prévue à l'article L51 (du même code) est assimilée à une pension de retraite au regard des règles de liquidation, de revalorisation et de cumul prévues par le présent code** ».

Les montants de la solde de réserve et de la pension de retraite sont les mêmes, ce montant est cristallisé au jour de la liquidation de la dernière solde perçue en activité par l'officier général placé en 2<sup>e</sup> section ou le colonel (ou grade équivalent) nommé en 2<sup>e</sup> section.

La différence entre la solde de réserve et la pension de retraite réside dans le régime fiscal attaché à chacun des deux statuts (voir chapitre 4.8 « Détermination du revenu imposable »).



### 3.2.3. Revalorisation de la solde de réserve et de la pension de retraite

Aux termes de l'article L161-23-1 du code de la sécurité sociale, « le **coefficient annuel** de revalorisation des pensions de vieillesse servies par le régime général et les régimes alignés sur lui est **fixé au 1er octobre** de chaque année, par application du coefficient mentionné à l'article L161-25.»

La revalorisation prise par décret est effectuée « sur la base d'un coefficient égal à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation hors tabac calculée sur les 12 derniers indices mensuels de ces prix publiés par l'INSEE l'avant dernier mois qui précède la date de revalorisation des prestations concernées. »

### 3.2.4. Adresses des organismes en charge de la solde de réserve

Le service du ministère des armées en charge des dossiers de solde de réserve et du suivi des titres de solde de réserve est la sous-direction des pensions (Organisme du secrétariat général pour l'administration) située à la caserne Renaudin, Place de Verdun - 17000 - La Rochelle. Cet organisme a une section dédiée à la relation avec les usagers joignable au 05 46 50 24 46 ou par mail à l'adresse

[drh-md-sa2p-sdp-indentification.referent.fct@intradef.gouv.fr](mailto:drh-md-sa2p-sdp-indentification.referent.fct@intradef.gouv.fr)

ou [drhmd-sa2p-sdp-contentieux.referent.fct@intradef.gouv.fr](mailto:drhmd-sa2p-sdp-contentieux.referent.fct@intradef.gouv.fr).

En cas de difficulté avec le versement de la solde de réserve, c'est l'organisme payeur de l'armée ou du service d'origine qui doit être contacté.

- Armée de terre, gendarmerie, service de santé des armées, service des essences des armées et service d'infrastructure de la défense  
Centre Expert des Ressources Humaines et de la Solde  
Caserne Blandan - 76, rue du sergent Blandan - CS 83930 - 54029 NANCY cedex
- Marine nationale  
Centre Expert des Ressources Humaines  
Bureau OG2S  
Fort Lamalgue - BP 88 - 83800 TOULON cedex 9
- Armée de l'air  
Centre Expert des Ressources Humaines de l'armée de l'Air  
DA/DIF/DEDS  
RN 10 - BP 339 - 37081 TOURS cedex 2

Les ingénieurs généraux de l'armement et les commissaires généraux s'adressent à leur armée de recrutement ou « d'ancrage ».

### 3.2.5. Adresses des organismes en charge de la pension de retraite

Le service du ministère des finances en charge des dossiers de pension de retraite et de l'édition des titres de pension et de solde de réserve est le service des retraites de l'Etat (SRE) situé au 10, Boulevard Gaston Doumergue - 44964 - Nantes Cedex 9. Numéro de téléphone 02 40 08 81 10.

Les difficultés de versement de la pension de retraite doivent être discutées avec la direction régionale des finances publiques de rattachement.

Tous les services du SRE ainsi que les informations relatives aux coordonnées des directions régionales des finances publiques de rattachement sont consultables sur le site des retraites de l'État (<https://retraitesdeletat.gouv.fr/>).

### **3.4. HABILITATIONS**

Les officiers généraux admis ou nommés en 2ème section ne conservent pas leur habilitation, comme le prescrit l'instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Le bureau des officiers généraux n'est pas compétent pour déclencher une demande d'habilitation ou de certificat de sécurité.

Afin d'obtenir une habilitation, ou un certificat de sécurité, il convient de contacter l'organisme compétent en fonction de l'emploi occupé.

Pour un emploi du secteur privé (établissement public à caractère industriel ou commercial, société anonyme, ...) et pour lequel l'autorité contractante ne relève pas du ministère des armées, la demande écrite motivant les raisons d'une habilitation sera envoyée à la direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) via l'officier de sécurité de la société d'emploi. Cette correspondance transitera par le haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) du département ministériel de rattachement. Dans le cas d'une entreprise individuelle, il appartient au requérant de faire sa demande directement auprès de la DGSi via le HFDS de rattachement.

Pour un emploi du secteur privé (établissement public à caractère industriel ou commercial, société anonyme, ...) et pour lequel l'autorité contractante relève du ministère des armées (hors DGSE), la demande d'habilitation sera adressée par l'officier de sécurité de la société d'emploi à la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) pour l'établissement de l'avis de sécurité. Celui-ci est transmis au service de la sécurité de défense et des systèmes d'information de la direction générale de l'armement (DGA/SSDI), autorité d'habilitation compétente, pour l'établissement de décision correspondante. Dans le cas d'une entreprise individuelle, il appartient au requérant de faire sa demande directement auprès de DGA/SSDI. Pour un emploi du secteur privé et pour lequel l'autorité contractante est la DGSE, la demande d'habilitation est à traiter directement avec cette direction générale.

Pour un poste ou une fonction au sein d'un organisme militaire ou à vocation militaire, national ou international (EMA, DGA, SGA, ONU, OTAN, ...), la demande d'habilitation sera transmise par l'officier de sécurité de la structure concernée à la DRSD. La décision sera ensuite prise par l'autorité d'habilitation compétente, celle dont relève le poste ou la fonction (notamment, EMA, bureau habilitation ; DGA/SSDI ; SGA, bureau habilitation ; tous trois à l'adresse 60 Bd du général Martial Valin, CS 21 623, 75509 Paris CEDEX 15). Le bureau des officiers généraux n'est pas compétent pour déclencher une demande d'habilitation.

### **3.5. COMMUNICATION DES ADRESSES PRIVEES**

Le bureau des officiers généraux n'est pas autorisé à communiquer les adresses et numéros de téléphone qu'il détient. Ces informations ne sont transmises à des tiers (hormis le ministre, l'autorité militaire territoriale et, le cas échéant, les autorités administratives prévues par la réglementation) qu'avec l'agrément des intéressés.

En revanche, toute correspondance destinée à un officier général pourra être transmise au bureau des officiers généraux qui se chargera de faire suivre le courrier.

### **3.6. CARTES DELIVREES PAR LE BUREAU DES OFFICIERS GENERAUX**

#### **3.6.1. Carte d'identité militaire d'officier général**

La carte d'identité multi-services (CIMS) est établie pour justifier la qualité du détenteur vis-à-vis des organismes militaires ou paramilitaires. Elle ne peut servir de pièce justificative d'identité dans les domaines publics ou privés.

L'établissement de la carte est assuré par le bureau au profit des officiers généraux nommés ou promus au titre de la 1<sup>re</sup> ou de la 2<sup>e</sup> section.

Les officiers généraux admis en 2<sup>e</sup> section conservent leur dernière carte reçue en 1<sup>re</sup> section. **Sur demande expresse et justifiée**, les colonels et assimilés admis directement en 2<sup>e</sup> section des officiers généraux se voient attribuer une carte CIMS « officiers généraux ».

En tant que de besoin, peuvent se voir attribuer une CIMS, les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section :

- liés par un contrat au ministère des armées (contrat loi n°84-16 modifiée) ;
- rappelés à l'activité par voie de vacation sur les sites nécessitant la CIMS ;
- ou travaillant au sein de groupes industriels et devant se rendre fréquemment sur les sites nécessitant la CIMS.

Le remplacement de cette carte n'intervient qu'en cas d'altération, de perte, de vol ou de destruction. La perte ou le vol de cette carte doit faire l'objet d'une déclaration au commissariat de police ou à la gendarmerie. La déclaration figurant en annexe III (p. 33) est à adresser au bureau des officiers généraux.

En cas de perte ou de vol :

- les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section, titulaires d'une carte papier, se verront attribuer une nouvelle carte papier ;
- les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section, titulaires d'une carte CIMS, se verront attribuer selon le besoin soit une nouvelle carte CIMS soit une carte papier.

### 3.6.2. Carte de circulation SNCF

La détention de la nouvelle carte de circulation sécurisée (CCS) permet aux officiers généraux (et assimilés) de la 2<sup>e</sup> section de bénéficier de la tarification militaire.

Cette carte, strictement personnelle et d'une validité de 10 ans, est **renouvelée automatiquement** par le service spécialisé de la logistique et du transport sans demande de l'intéressé, quatre mois environ avant l'expiration de sa validité.

**En cas de perte ou de vol**, le titulaire doit immédiatement adresser une déclaration de perte au bureau des officiers généraux (modèle en annexe IV p. 34).

À défaut de cette formalité, le titulaire pourrait être rendu responsable de l'usage frauduleux pouvant être fait de sa carte volée. Si le titulaire retrouve sa carte, il doit en informer sans délai le bureau des officiers généraux et lui retourner la carte remplacée sous pli recommandé.

En cas de contrôle de la part d'un agent de la SNCF et de dysfonctionnement de la carte (ou absence de carte), une demande de remboursement au titre du quart de place militaire est possible (annexe IV p. 34).

Dans ce cadre, les documents suivants sont à transmettre au BOG :

- compte rendu circonstancié ;
- titre de transport original (billet ou e-billet) ;
- fiche de règlement CC 132 (document établi par le contrôleur de la SNCF lors du redressement) et un relevé d'identité bancaire.

Les délais de remboursement sont d'environ 6 mois.

L'achat d'un billet au tarif militaire (ouvrant droit à la réduction de 75 %) permet aux voyageurs de bénéficier des services associés « au tarif pro », à savoir l'échange et le remboursement du billet sous conditions, l'accès au salon « grand voyageur » en gare, l'accès aux bornes et guichets « pro », l'accès à l'application mobile « pro ».

### 3.6.3. Carte de réduction « famille militaire »

Cette carte de réduction, qui constitue un avantage commercial consenti par la SNCF, offre sous certaines conditions une réduction allant de 25 % à 50 % au conjoint et aux enfants mineurs du militaire, **sous réserve que le titulaire de la carte voyage avec eux**.

La carte de réduction « famille militaire » est établie au nom du militaire et doit être présentée au contrôleur en même temps que la carte de circulation.

La carte de réduction « famille militaire » est valable cinq ans. Sa procédure de renouvellement est initiée automatiquement par le bureau des officiers généraux via un courrier. Une fiche de renseignements dûment complétée est à retourner au BOG accompagnée d'une photo d'identité. Le délai de la validation auprès du SSLT est de 5 à 6 semaines.

La carte famille actuelle reste en vigueur après la mise en place de la carte CCS.

L'avantage consenti étant un avantage commercial, seuls les services de la SNCF sont compétents pour résoudre les éventuels contentieux découlant de l'utilisation de la carte de réduction « famille militaire ».

### **3.7. CARTES DONT LA DELIVRANCE NE RELEVE PAS DU BUREAU DES OFFICIERS GENERAUX**

#### **3.7.1. Carte du combattant et retraite du combattant**

La demande d'établissement de la carte du combattant est à adresser directement par l'intéressé au service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ACVG) dont il relève.

**Une copie de cette carte est à faire parvenir au bureau des officiers généraux pour information.**

La carte du combattant donne accès à un certain nombre de droits :

- la souscription d'une rente mutualiste majorée de l'État ;
- l'attribution à compter de 74 ans d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu ;
- le port de la croix du combattant et le drapeau tricolore sur le cercueil ;
- la retraite du combattant à compter de 65 ans ; toutefois, cette retraite peut être concédée dès 60 ans **si vous remplissez l'une des conditions suivantes** :
  - o être titulaire de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ;
  - o être titulaire d'une pension militaire d'invalidité indemnisant une incapacité d'au moins 50 % et percevoir l'une des allocations suivantes :
    - l'allocation pour adultes handicapés (AAH),
    - l'allocation d'aide sociale aux personnes âgées dite allocation simple,
  - o être titulaire d'une pension militaire d'invalidité indemnisant une ou plusieurs infirmités imputables à des services accomplis au cours d'opérations déclarées campagnes de guerre ou de maintien de l'ordre hors métropole ;
  - o être domicilié dans un département ou une collectivité d'outre-mer.

La retraite du combattant, qui n'est pas réversible, est versée semestriellement.

Elle est incessible et insaisissable. Elle n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

#### **3.7.2. Carte d'invalidité**

La carte d'invalidité est attribuée par les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sur présentation du [formulaire CERFA n°14342\\*01](#) (avec le titre de pension en cours) délivré par le centre de réforme (à déposer avec une photographie d'identité au bureau militaire de la mairie du domicile ou au service départemental des ACVG).

La carte d'invalidité donne droit à une réduction de tarif sur le réseau de la SNCF, sur certains transports aériens, maritimes et même routiers.

### **3.7.3. Carte spéciale de priorité (réservée aux pensionnés résidant dans la région parisienne)**

Une carte spéciale de priorité est délivrée, sur leur demande, par la préfecture de police, aux pensionnés appartenant aux catégories définies par délibérations du conseil de Paris.

Ils bénéficient, sur présentation de cette carte, d'une réduction de tarifs et d'un droit de priorité sur les réseaux de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) dans les conditions fixées par ces délibérations ou par arrêtés du préfet de Paris. (Article A172-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre).

### **3.7.4. Carte administrative de conjoint**

La délivrance de la carte administrative de conjoint de personnel militaire est étendue aux conjoints de militaires dans une position autre que l'activité de service et aux conjoints de militaires décédés.

Cette carte permet au bénéficiaire de justifier de sa qualité de conjoint pour diverses formalités ou prestations (accès aux hôpitaux des armées, action sociale, mess de garnison, clubs, bibliothèques...).

**Renouvelable tous les cinq ans**, la carte administrative de conjoint est établie :

- par le groupement de soutien de la base de défense (section administration du personnel) le plus proche du domicile, pour les conjoints de militaires autres que les gendarmes et les marins (modèle en annexe V p. 38) ;
- par le CERH bureau OG2S pour les marins ;
- par la brigade de gendarmerie du lieu de résidence, pour les conjoints de personnels de la gendarmerie.

### **3.7.5. Carte de veuve et de veuf d'ancien combattant**

Depuis 1991, les veuves et veufs d'anciens combattants sont officiellement déclarés ressortissants de l'Office National des Anciens Combattants (ONAC).

Pour marquer cette reconnaissance, l'ONAC a créé une carte destinée aux veuves et veufs dont le conjoint était soit titulaire d'une pension d'invalidité militaire, soit détenteur de la carte de combattant ou du titre de reconnaissance de la nation.

Les veuves et veufs bénéficient de l'ensemble des aides financières dispensées par l'ONAC qui les aide, entre autre, à acquitter les frais des maisons de retraite de l'Office, si elles sont dans l'incapacité de le faire en totalité.

Pour obtenir plus de renseignements sur les démarches à faire afin d'obtenir cette carte, les veuves et veufs peuvent s'adresser au service départemental de l'ONAC de leur lieu de résidence.

## QUATRIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

### 4.1. SERVICE DE SANTE DES ARMEES

#### 4.1.1. Dossier médical

Les dossiers médicaux des officiers généraux de la 2<sup>e</sup> section sont détenus par le bureau des officiers généraux.

Ces dossiers peuvent être communiqués aux intéressés.

#### 4.1.2. Soins du service de santé des armées

Les conditions dans lesquelles les anciens militaires et leurs familles peuvent bénéficier des soins du service de santé des armées sont fixées par le décret n° 2005-1441 du 22 novembre 2005 modifié.

Les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section, leur conjoint et les personnes à leur charge (sous réserve de la satisfaction donnée aux bénéficiaires prioritaires), ont droit aux consultations, examens et traitements réalisés dans les hôpitaux des armées. Les soins sont pris en charge par le régime d'assurance maladie et les mutuelles, ou par le budget des anciens combattants pour les personnels relevant de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (affection imputable au service ayant donné lieu à l'attribution d'une pension d'invalidité).

#### 4.1.3. Hospitalisation

Les hospitalisations dans les hôpitaux des armées sont effectuées à titre gratuit pour les personnels relevant de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : l'État doit gratuitement aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du présent code des prestations médicales, paramédicales, chirurgicales et pharmaceutiques nécessitées par les infirmités qui donnent lieu à pension, en ce qui concerne exclusivement les accidents et complications résultant de la blessure ou de la maladie qui ouvre droit à pension.

### 4.2. SECURITE SOCIALE

Au regard du régime militaire de sécurité sociale, les officiers généraux placés en 2<sup>e</sup> section sont assimilés aux retraités (article L. 713-8 du code de la sécurité sociale).

Les officiers généraux ayant souscrit un contrat de travail doivent s'affilier à la sécurité sociale civile de leur lieu de résidence pendant la durée de leur contrat.

**Lors de l'admission en 2<sup>e</sup> section**, il convient impérativement de prévenir la sécurité sociale militaire à l'adresse suivante :

Caisse nationale militaire de sécurité sociale  
Service identification  
247 avenue Jacques Cartier  
83090 TOULON CEDEX 9

Voir la notice d'information transmise par le service des pensions des armées.

### 4.3. LE REGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), régime complémentaire obligatoire, a été étendu aux militaires.

Cette retraite complémentaire peut être liquidée dès que les 3 conditions suivantes sont réunies :

- avoir cotisé au RAFP (automatique) ;
- être bénéficiaire d'une pension d'un régime de base ;
- avoir atteint l'âge légal de l'ouverture des droits à la retraite (cet âge évolue en fonction de l'année de naissance au vu de la réforme des retraites de 2010).

Date de naissance	Age légal ouverture des droits RAFP actuellement applicable
Du 1er juillet au 31 décembre 1951	60 ans 4 mois
Du 1er janvier au 31 décembre 1952	60 ans 9 mois
Du 1er janvier au 31 décembre 1953	61 ans 2 mois
Du 1er janvier au 31 décembre 1954	61 ans 7 mois
À compter du 1er janvier 1955	62 ans

Le montant des cotisations salariales et patronales est déclaré chaque année par le ministère des armées à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP), afin d'acheter des points qui sont cumulés sur un compte individuel (compte de droit).

Muni de votre numéro d'assuré social, vous pouvez à tout moment prendre connaissance de votre solde de points en téléphonant au 05.56.11.40.60.

Lorsque vous réunissez les conditions précitées, il est de votre responsabilité de prendre contact avec la trésorerie générale de Bordeaux, service « Caisse des dépôts et consignations », dont l'adresse est mentionnée ci-après, afin de faire prévaloir vos droits :

Monsieur le Directeur général de la caisse des dépôts  
Retraite Additionnelle de la Fonction Publique  
Service PPMF  
Rue du Vergne  
33059 BORDEAUX Cedex

Néanmoins, les officiers généraux n'étant pas titulaires d'une pension de retraite ne peuvent accomplir les formalités administratives requises par l'intermédiaire du site Internet dédié ([www.rafp.fr](http://www.rafp.fr)).

Aussi, et conformément aux renseignements obtenus auprès de la Caisse des dépôts et consignations, il appartient aux intéressés de déposer la demande de perception de la prestation précitée par courrier auprès des services de celle-ci, accompagnée d'une copie du dernier bulletin de paiement de la solde de réserve, d'une copie du titre de solde de réserve, d'une copie du dernier avis d'imposition, ainsi que d'un relevé d'identité bancaire.

La caisse des dépôts procède à la liquidation de vos droits qui pourront être versés selon deux dispositions. Soit sous la forme d'un capital en soldant votre compte de droit, soit sous la forme d'une rente; en fonction de votre nombre de points acquis. Le versement sera assuré par la trésorerie générale de votre résidence.

Ces montants sont imposables et soumis à cotisation (CSG et CRDS), en revanche ils ne sont pas touchés par la réglementation sur le cumul.



#### 4.4. SOCIÉTÉS MUTUALISTES

La solde des officiers généraux, lors de leur admission en 2<sup>e</sup> section, ne peut plus être amputée par des retenues automatiques hormis celle, obligatoire, de la sécurité sociale.

En conséquence, tout officier général affilié à une mutuelle doit, **dès son admission en 2<sup>e</sup> section**, informer celle-ci de son changement de situation et de sa nouvelle adresse. Selon la mutuelle d'affiliation (UNEO, mutuelle de l'air, mutuelle de la gendarmerie...) un nouveau mode de prélèvement sera alors proposé.

Dans la 2<sup>e</sup> section, les prestations continuent à être servies, même dans le cas d'occupation d'un emploi civil impliquant l'affiliation à une caisse de sécurité sociale civile.

Dans le cas d'une affiliation à une autre mutuelle imposée par le nouvel employeur, il est recommandé de se renseigner auprès de sa mutuelle d'origine pour les modalités de suspension des droits.

Les conjoints non remariés des membres adhérents décédés peuvent continuer à faire partie de la mutuelle d'affiliation.

#### 4.5. ACCÈS AUX CERCLES

Tout officier général de la 2<sup>e</sup> section peut être membre adhérent du cercle de sa garnison, sous réserve d'en faire la demande au président du conseil d'administration du cercle.

Les membres adhérents s'acquittent d'une cotisation auprès du cercle pour lequel ils ont postulé, indépendamment du prix des prestations qui leur sont fournies. Les officiers généraux ont alors le libre accès aux autres cercles de garnison dans les mêmes conditions.

Le Cercle National des Armées (CNA) a un statut particulier.

Son mode de fonctionnement est directement lié aux cotisations versées par les membres adhérents. Peuvent devenir membres adhérents, sur leur demande, les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section, les officiers en retraite ou de réserve, les titulaires de la Légion d'honneur et les auditeurs ou anciens auditeurs de l'IHEDN et du CHEAr.

L'année calendaire de l'admission en 2<sup>e</sup> section ou en retraite, l'officier général est admis comme membre à titre gratuit. Ensuite, pour rester membre, l'officier général doit verser une cotisation annuelle<sup>4</sup>. Tous les renseignements peuvent être obtenus sur le site internet du CNA (<http://www.cnaparis.com/>) ou sur place, au secrétariat des membres.

#### 4.6. ACHATS EFFETS MILITAIRES

Gendarmerie nationale: les officiers généraux en 2<sup>e</sup> section peuvent commander les articles gendarmerie sur le site internet commercial GENDSTORE. (<http://www.gendstore.fr/>).

Armées, direction et services : les officiers généraux 2<sup>e</sup> section ont droit à l'ensemble des dispositions du régime d'habillement à l'exception du droit de tirage. En conséquence, le renouvellement de leur trousseau est à leur charge.

La liste des points de Service de Proximité d'Équipement du commissariat (SPEC) est consultable sur le site internet du BOG (adresse, n° de téléphone et horaires d'ouverture).

---

<sup>4</sup> En 2017, le montant de la cotisation au CNA s'élève à 90 euros.



#### **4.7. AUTORISATION D'ACQUISITION ET DE DETENTION D'ARME A TITRE PERSONNEL**

Les articles L.312-1 et suivants du code de la sécurité intérieure réglementent l'acquisition et la détention des différentes armes. Ces dernières sont classées en quatre catégories :

- A : armes interdites ;
- B : armes soumises à autorisation pour l'acquisition et la détention ;
- C : armes soumises à déclaration pour l'acquisition et la détention ;
- D : armes soumises à enregistrement ou en vente libre.

Aux termes de l'article R.312-24 dudit code, l'autorisation d'acquisition et de détention d'arme de catégorie B peut être accordée par les services préfectoraux, au vu d'une attestation délivrée par le ministère des armées (sous-direction des bureaux des cabinets) spécifiant que l'arme est « nécessaire à l'accomplissement du service ».

Afin de régulariser leur situation administrative vis à vis de la réglementation, les détenteurs d'une arme peuvent opter, à leur choix, pour l'une des solutions suivantes :

- la neutralisation de l'arme. L'arme neutralisée, ne pouvant plus tirer de munitions, est classée en arme de 8<sup>e</sup> catégorie (armes et munitions historiques de collection). La neutralisation est effectuée à titre onéreux par le banc national d'épreuve de Saint-Etienne (5, rue de Méons Z.I. Molina Nord CS 40147 – 42004 Saint-Etienne Cedex 1), qui délivre un certificat de neutralisation ;
- le transfert de propriété à une personne régulièrement autorisée à acquérir et à détenir l'arme, ou à un armurier autorisé ;
- la destruction : l'arme est abandonnée à l'État auprès des services de police ou de gendarmerie, en vue de sa destruction.

Par ailleurs, les détenteurs d'arme par voie successorale doivent remettre celle-ci au commissariat ou à la gendarmerie le plus proche de leur domicile.

Tous les documents relatifs aux armes (certificats de vente, de neutralisation ou de destruction) doivent être conservés afin de faire foi auprès des services préfectoraux compétents en la matière.

#### **4.8. DETERMINATION DU REVENU IMPOSABLE**

**La solde de réserve versée à un officier général en 2<sup>e</sup> section est à déclarer en tant que salaire et non au titre d'une pension, jusqu'au 67<sup>e</sup> anniversaire de cet officier général.**

Elle ouvre droit, dès lors, à l'application de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels. Celle-ci étant opérée automatiquement, il n'y a pas lieu de la porter sous la rubrique « charges à déduire – déductions diverses ».

**A compter de 67 ans, la pension militaire de retraite perçue par l'officier général en 2<sup>e</sup> section doit être déclarée en tant que revenus de remplacement.** Elle ouvre droit à un abattement de 10 % dont le plafond est applicable au montant total des pensions et retraites perçues par l'ensemble des membres du foyer fiscal.

**Les officiers généraux ayant eu 67 ans avant le 1<sup>er</sup> juillet 2011 continuent à percevoir une solde de réserve** et à déclarer en tant que salaire avec application de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels.

Il est précisé que les rentes d'invalidité sont exonérées d'impôt.

En revanche, la majoration de pension pour charges de famille est soumise à l'impôt sur le revenu.

## 4.9. DECES

Dans les jours qui suivent le décès d'un officier général de la 2<sup>e</sup> section, ses proches doivent en aviser, par un **courrier accompagné d'un extrait d'acte de décès** :

- l'organisme payeur de la solde de réserve ou de la pension militaire ;
- le bureau des officiers généraux ;
- la caisse de sécurité sociale et, le cas échéant, la mutuelle, l'office départemental des anciens combattants et victimes de guerre, la société d'assurance vie, etc.

Il peut être utile, à cet égard, de consulter les brochures diffusées par certaines mutuelles, telle que l'UNEO, relatives aux formalités à accomplir après le décès d'un militaire retraité. Ces brochures sont à demander à la mutuelle de rattachement.

Le bureau des officiers généraux se tient à la disposition des familles pour les conseiller, si nécessaire, dans les démarches qu'elles doivent entreprendre auprès des différents organismes militaires concernés.

Quand le décès survient dans un centre de soins ou en maison de retraite (ou toute autre structure médicale ou sociale), la déclaration de décès est automatiquement effectuée par l'établissement en charge de la personne.

## 4.10. HONNEURS FUNEBRES MILITAIRES

Les honneurs funèbres militaires sont des manifestations officielles par lesquelles les armées expriment leur sentiment de respect, à l'occasion de leurs funérailles, [...], aux dignitaires de la Légion d'honneur, aux Compagnons de la Libération, aux dignitaires de l'ordre national du Mérite, aux chefs des armées décédés en activité et aux militaires et marins de tous grades décédés en service (décret n° 2004-1101 du 15 octobre 2004 relatif au cérémonial militaire).

Les conditions dans lesquelles sont rendus les honneurs funèbres militaires (dispositions matérielles, lieu où sont rendus les honneurs...) sont fixées par le commandant d'armes de la garnison.

Pour toute demande ou obtenir de plus amples renseignements, il convient de se rapprocher de votre délégué militaire départemental.

## 4.11. DROITS DES CONJOINTS ET DES ORPHELINS

Pour de plus amples renseignements (démarches, paiement, fiscalité), il convient de consulter le site internet des retraites de l'Etat à la rubrique décès (pension de réversion et réversion d'une pension militaire d'invalidité).

### 4.11.1. Pension de réversion

Quels que soient son âge et le montant de ses ressources, la veuve ou le veuf d'un officier général en 2<sup>e</sup> section a droit à une pension égale à 50 % de la pension de son conjoint, sous réserve de remplir l'une des quatre conditions suivantes :

- avoir eu un enfant issu du mariage ;
- avoir été marié pendant au moins quatre ans ;
- être marié deux ans au moins avant la mise à la retraite du militaire ;
- être marié avant l'évènement qui a provoqué la mise à la retraite pour invalidité du militaire ou le décès du militaire.

Les enfants âgés de moins de 21 ans ont droit à une pension égale à 10 % de la pension de l'officier général.

Le droit à pension est ouvert, sous certaines conditions, au conjoint séparé de corps et au conjoint divorcé. S'il existe plusieurs conjoints ayant droit à la pension, la répartition est effectuée au prorata du nombre d'années de mariage.

#### **4.11.2. Pension militaire d'invalidité**

Sous certaines conditions, la veuve ou le veuf d'un officier général en 2<sup>e</sup> section peut percevoir, en plus de la pension de réversion, une pension d'invalidité variable suivant le grade du militaire.

#### **4.12. SERVICE HISTORIQUE DE LA DEFENSE**

Le service historique de la défense assure la conservation, l'administration et la communication des archives de la défense.

Cet organisme est à la disposition des officiers généraux pour recueillir leurs témoignages ou documents personnels, que ce soit à titre de don, de dépôt ou de prêt pour micro-filmage ou copie.

Le service historique de la défense est implanté au château de Vincennes où les « dossiers du personnel » des officiers généraux décédés sont archivés :

Service historique de la défense  
Division des archives définitives  
Château de Vincennes  
Avenue de Paris  
94306 VINCENNES Cedex  
Téléphone: 01.41.93.21.74

Excepté pour les ingénieurs généraux de l'armement, après leur décès pour lesquels les dossiers sont reversés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 au centre des archives de l'armement et du personnel civil :

Centre des archives de l'armement et du personnel civil  
211, grand'rue de Chateauneuf  
BP 650  
86106 CHATELLERAULT Cedex  
Téléphone: 05.49.20.01.20

#### **4.13. MUSEES MILITAIRES**

Les musées relevant du ministère des armées sont à même d'offrir aux donateurs toutes garanties de conservation des souvenirs matériels qu'ils souhaiteraient voir préserver, que ce soit sous la forme d'un don, d'un legs ou d'un dépôt révocable.

Les principaux d'entre eux sont installés à Paris ou en région parisienne :

##### **Musée de l'armée**

Hôtel national des Invalides  
129, rue de Grenelle - 75007 PARIS  
Téléphone: 0 810 11 33 99

##### **Musée national de la marine**

Palais de Chaillot  
17, place du Trocadéro - 75116 PARIS  
Téléphone: 01.53.65.69.69

##### **Musée de l'air et de l'espace**

Aéroport de Paris - Le Bourget - BP 173  
93352 LE BOURGET Cedex France  
Téléphone: 01.49.92.70.62

##### **Musée du service de santé des armées**

Ilot du Val de Grâce  
1 place Alphonse Laveran  
75005 PARIS  
Téléphone: 01.40.51.51.92

##### **Musée de la gendarmerie nationale**

Ecole des officiers de la gendarmerie nationale  
1-3, rue Emile Leclerc  
77017 MELUN  
Téléphone: 01.64.14.33.17

En province, leur action est complétée par celle d'autres musées militaires relevant également du ministère des armées. Généralement implantés dans des villes de garnison ou des ports, leur vocation est, le plus souvent, orientée vers une arme ou une spécialité. Leur liste (non exhaustive) figure en annexe VI (p. 38).

Presque tous les musées d'armée, d'arme ou de spécialité ont, auprès d'eux, une société des amis du musée, organisée en association de soutien à but non lucratif (association régie par la loi de 1901).

Ces sociétés jouent un rôle essentiel dans le domaine de l'enrichissement des collections, de la conservation de la mémoire et du maintien de l'esprit de défense ; elles ont fréquemment développé des activités propres à caractère socioculturel.

Pour faire face à leur mission, elles ont besoin de l'expérience et des connaissances des officiers généraux admis en 2<sup>e</sup> section, qui sont invités à prendre contact avec celles correspondant le mieux à leur situation géographique ou à leurs centres d'intérêts personnels.

#### **4.14. MISE EN GARDE RELATIVE AU « MUSEE DES OFFICIERS GENERAUX »**

Certaines personnes indélicates, se présentant comme conservateurs de musées ou écrivant des ouvrages, contactent les officiers généraux ou leurs conjoints, afin d'entrer en possession des uniformes, souvenirs objets et photographies relatifs à leur carrière, susceptibles d'enrichir leur collection privée.

Il apparaît donc nécessaire de mettre en garde les officiers généraux et leur famille contre de telles démarches et sollicitations parfois peu scrupuleuses.

## ANNEXE IA : EXTRAIT DU CODE DE LA DEFENSE

### ARTICLE L.4122-2

« Les militaires en activité ne peuvent exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit.

Sont interdites, y compris si elles sont à but non lucratif, les activités privées suivantes :

1. La participation aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif ;
2. Le fait de donner des consultations, de procéder à des expertises et de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel.

Sous réserve de l'article L.4122-5 du présent code, les militaires peuvent toutefois être autorisés à exercer, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, à titre accessoire, une activité, lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé, dès lors que cette activité est compatible avec les fonctions qui leur sont confiées et n'affecte pas leur exercice.

La production des œuvres de l'esprit au sens des articles [L.112-1](#), [L.112-2](#) et [L.112-3](#) du code de la propriété intellectuelle s'exerce librement, dans le respect des dispositions relatives au droit d'auteur des agents publics et sous réserve du respect des dispositions du troisième alinéa de l'article [L.4121-2](#) du présent code.

Sans préjudice de l'application de l'article [432-12](#) du code pénal, la violation du présent article donne lieu au versement des sommes indûment perçues, par voie de retenue sur la solde. »

### ARTICLE L.4122-5

« Les militaires ne peuvent prendre ou détenir par eux-mêmes ou par personne interposée, sous quelque forme que ce soit, lorsqu'ils sont en activité et pendant le délai fixé à l'article [432-13](#) du code pénal à compter de la cessation de leurs fonctions, des intérêts de nature à compromettre leur indépendance dans les entreprises privées à l'égard desquelles ils ont été chargés, dans le cadre de leurs fonctions, soit d'assurer une surveillance ou un contrôle, soit de conclure des contrats de toute nature avec ces entreprises ou de formuler un avis sur de tels contrats, soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par ces entreprises ou de formuler un avis sur de telles décisions.

L'interdiction s'étend à toute participation par travail, conseil ou capitaux dans une entreprise privée qui possède au moins 30 % de capital commun ou a conclu un contrat comportant une exclusivité de droit ou de fait avec l'une des entreprises mentionnées au premier alinéa du présent article.

Pour l'application des deux premiers alinéas du présent article, est assimilée à une entreprise privée toute entreprise publique exerçant son activité dans un secteur concurrentiel et conformément aux règles du droit privé.

La commission de déontologie des militaires veille au respect du présent article. »

## **ANNEXE IB : EXTRAIT DU CODE PENAL**

### **ARTICLE 432-13**

« Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 200 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction, le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que membre du Gouvernement, membre d'une autorité administrative indépendante ou d'une autorité publique indépendante, titulaire d'une fonction exécutive locale, fonctionnaire, militaire ou agent d'une administration publique, dans le cadre des fonctions qu'elle a effectivement exercées, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée ou de formuler un avis sur de tels contrats, soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par une entreprise privée ou de formuler un avis sur de telles décisions, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de trois ans suivant la cessation de ces fonctions.

Est punie des mêmes peines toute participation par travail, conseil ou capitaux dans une entreprise privée qui possède au moins 30 % de capital commun ou a conclu un contrat comportant une exclusivité de droit ou de fait avec l'une des entreprises mentionnées au premier alinéa.

Pour l'application des deux premiers alinéas, est assimilée à une entreprise privée toute entreprise publique exerçant son activité dans un secteur concurrentiel et conformément aux règles du droit privé.

Ces dispositions sont applicables aux agents des établissements publics, des entreprises publiques, des sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités publiques détiennent directement ou indirectement plus de 50 % du capital et des exploitants publics prévus par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom.

L'infraction n'est pas constituée par la seule participation au capital de sociétés cotées en bourse ou lorsque les capitaux sont reçus par dévolution successorale. »

## **ANNEXE II : MODALITES SUIVANT LESQUELLES LES MILITAIRES PEUVENT SE RENDRE A L'ETRANGER**

Extrait de la circulaire n° 2527/DEF/CAB/SDBC/CPAG du 21 février 2003.

(Dernière mise à jour: 20 juillet 2015)

### **Pays dont les demandes d'autorisations sont suspendues jusqu'à nouvel ordre :**

AFGHANISTAN – CAMEROUN (région extrême-nord et département du Mayo Louti dans la région nord) – COREE DU NORD – CRIMEE – IRAK – IRAN – LIBYE – NIGERIA (États de Borno, Adamawa et Yobe) – PAKISTAN – REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – SOMALIE – SYRIE – TERRITOIRES AUTONOMES PALESTINIENS (uniquement Bande de Gaza) – YEMEN.

### **Catégorie 21: autorisation délivrée par le ministre de la défense après avis du poste de renseignement et sécurité de la défense auquel la formation est rattachée :**

ALGERIE – ANGOLA – ARABIE SAOUDITE (zones frontalières avec l'Irak et le Yémen) – ARMENIE (zones frontalières avec l'Azerbaïdjan) – AZERBAIDJAN (zones frontalières avec l'Arménie, territoire du Haut Karabakh et territoires adjacents occupés par les forces arméno-Karabatsies) – BENIN (zone comprise entre la route nationale Inter-États (RNIE) n°2 et la frontière nigériane de Tchaourou à Malanville et dans le parc national du W) – BIRMANIE – BURKINA-FASO (région nord appelée « réserve du Sahel » uniquement) – BURUNDI – CAMEROUN (région nord excepté le département du Mayo Louti, région d'Adamaoua, zones frontalières avec le Nigéria, le Tchad et la République Centrafricaine, et presque île de Bakassi) – COLOMBIE (sauf région touristique de Carthagène classée en catégorie 22) – CONGO – COTE D'IVOIRE – EGYPTTE – EQUATEUR (les quatre provinces frontalières avec la Colombie uniquement: Sucumbíos, Carchi, Imbabura et Esmeraldas) – ERYTHREE – ETHIOPIE (bande frontalière avec l'Erythrée, la Somalie, le Kenya, le Soudan du Sud et le Soudan, la région de Gambella, la région Somalie (Ogaden) – GEORGIE (régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud et toutes zones proches de ces régions ainsi que la vallée de Pankissi) – GHANA (région nord-est uniquement) – GUATEMALA – GUINEE – GUINEE-BISSAO – HAITI – HONDURAS – INDE (États du Jammu et Cachemire, du Bihar, du Jharkhand, du Chhattisgarh, de l'Orissa, de l'Andhra Pradesh, du Karnataka, de l'Arunachal Pradesh, du Nagaland, du Manipur, de l'Assam, du Mizoram, du Tripura, du Bengale Occidental et du Meghalaya) – INDONESIE (provinces d'Aceh et de Papouasie, régions des Moluques sud et du centre des Célèbes) – ISRAEL (frontière nord (Liban – Syrie), abords de la bande de Gaza, et zone frontalière avec le Sinaï entre Gaza et Eilat) – JORDANIE (zones frontalières avec l'Irak et la Syrie) – KENYA – LIBAN – LIBERIA – MALI – MAURITANIE – MEXIQUE (États du Tamaulipas, du Nuevo León et du Guerrero, villes de Tijuana, Ciudad Juárez, Chihuahua, Tampico, Torreón et Gómez Palacio et zone sud de l'état de Michoacán depuis la ville de Uruapan jusqu'à la côte et les axes entre Guadalajara et le littoral Pacifique dans l'État de Jalisco) – MOLDAVIE (région sécessionniste de la Transnistrie uniquement) – NIGER – NIGERIA (sauf zones suspendues) – OMAN (zone frontalière avec le Yémen) – OUGANDA (« région du Karamoja »: bande frontalière de 30 à 50 km avec Kenya - sauf parc de Kidepo - et frontière avec la RDC) – OUZBEKISTAN (zones montagneuses et frontalières de la Kirghizie et du Tadjikistan et province du Sourkhandaria) – PANAMA (provinces du Darien et de « San Blas ») – PEROU (région de Huánuco dite « Cordillère Azul », région « VRAEM » située au Nord-Est d'Ayacucho, zone amazonienne frontalière avec la Colombie et ville d'Abancay) – PHILIPPINES (îles de Mindanao et de Basilan, archipels de Sulu et de Tawi Tawi) – REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO – RUSSIE (district fédéral nord-Caucase) – RWANDA – SALVADOR – SENEGAL (Casamance et zones frontalières avec la Mauritanie et le Mali) – SEYCHELLES (îles au sud et sud-ouest de Mahé) – SIERRA LEONE – SOUDAN – SOUDAN DU

SUD – TADJIKISTAN – TANZANIE (régions de Kigoma, de Kagera et bande frontalière le long du Tanganyika à la frontière avec la RDC) – TCHAD – TERRITOIRES AUTONOMES PALESTINIENS (sauf région suspendue) – TERRITOIRE NON AUTONOME DU SAHARA OCCIDENTAL – THAILANDE (provinces de Narthiwat, Pattani, Yala, Songkhla à l'extrême sud du pays) – TUNISIE (zone frontalière avec la Libye, zone frontalière avec l'Algérie Gouvernorats de Kasserine, Jendouba, Kef et le sud tunisien) – TURQUIE (départements d'Hakkari, de Sirnak, de Siirt, de Van, de Bitlis, de Mus, de Batman, de Diyarbakir, de Bingol, d'Elazig, de Tunceli et d'Agri, de Sanliurfa, de Gaziantep, de Kilis, de Hatay) – UKRAINE – VENEZUELA – ZIMBABWE (sauf région touristique des chutes Victoria).





Placer le curseur de la souris au dessus d'un champ pour obtenir de l'aide (affichage de bulle d'aide).

\* : saisie obligatoire. Le cas échéant, indiquer la mention "SANS OBJET"



REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Défense



## AUTORISATION DE SE RENDRE A L'ETRANGER - ETAT DE RENSEIGNEMENTS

(à joindre à toute demande de permission à destination d'un pays de la catégorie 20)

### Demandeur

Armée ou service  
d'appartenance\* :

Grade\* :

Nom\* :

Prénoms\* :

Sexe\* : ☐ M ☐ F

Date de naissance\* :

Lieu de naissance  
(ville)\* :

Code postal\* :

Pays\* :

Nationalité(s)  
détenue(s)\* :

Adresse de  
messagerie de  
l'unité\* :

Point de contact  
unité (PNIA/PTT)\* :

### Renseignements concernant le séjour

Destination(s)

(pays)\* :

☐ 21 ☐ 22 ☐ 23

Touristique ☐ Familial ☐ Procédure d'urgence (événement familial grave, adoption, ...) ☐

Date d'arrivée sur le  
territoire\* :

Date de retour du  
territoire\* :

Pays visité(s) (préciser dates et points d'entrée/sortie, circuit emprunté, énumération exhaustive des localités visitées ou traversées)\* :

### Motivations :

- raisons familiales (préciser le lien de parenté)\* :

- raisons touristiques (préciser nom de l'organisme de voyage - photocopie brochure du voyage le cas échéant - ou, si la visite s'effectue chez des personnes connues, leur qualité (amis, collègues, ...))\* :

Hébergement (préciser noms et adresses de la/des personne(s) assurant le gîte ou les coordonnées de l'établissement hôtelier)\* :

## Observations du demandeur\*

Je soussigné(e) (nom, prénom)\* :

- ☐ certifie l'exactitude des renseignements que j'ai fournis dans le présent document et admet avoir été informé(e) que je m'expose, en cas d'altération frauduleuse de la vérité, à une peine de 3 ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende, en application des dispositions de l'article 441-1 du code pénal ;
- ☐ déclare avoir pris connaissance des informations de sensibilisation aux séjours à l'étranger données par la DPSD sur son site intradef ;
- ☐ déclare avoir consulté la fiche relative à ma destination dans la rubrique Conseils aux voyageurs du site Internet du ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI) et m'engage à appliquer les recommandations formulées ;
- ☐ m'engage à me signaler, avant mon départ, auprès des autorités compétentes (consulat ou section consulaire de l'ambassade) par téléphone ou par internet via l'application ARIANE disponible sur le site du MAEDI.

Date\* : \_\_\_\_\_

Lieu\* : \_\_\_\_\_

SIGNATURE DU DEMANDEUR

AVIS DU COMMANDANT DE FORMATION (Obligatoire)\* :

☐ FAVORABLE

☐ DEFAVORABLE

Observations éventuelles\*

Date\* : \_\_\_\_\_

Lieu\* : \_\_\_\_\_

SIGNATURE DU COMMANDANT DE FORMATION



#### **ANNEXE IV : DECLARATIONS RELATIVE A L'UTILISATION DES SERVICES DE LA SNCF**

- Déclaration de perte de carte SNCF ou de réduction « famille militaire »
- Déclaration de vol de carte SNCF ou de réduction « famille militaire »
- Demande de remboursement au titre du ¼ de place – compte-rendu circonstancié

**DECLARATION D'INCIDENT CARTE : PERTE**

Ayant-droit :

NID : \_\_\_\_\_ NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

**Type de carte :**

☐ : CARTE DE CIRCULATION      ☐ : CARTE FAMILLE

☐ : CARTE FAMILLE TEMPORAIRE

Circonstances :

[illegible]

Date, Cachet et signature RCCS

Date. Signature de l'avant droit

Conserver ce document à l'abri et sans limitation de temps,  
il pourra être réclamé lors de tout contrôle ou audit par les autorités compétentes

Service Spécialisé de la Logistique et du Transport - 2 Rue Louis PETIT - B.P. 227 - 59723 DENAIN CEDEX  
PNIA : 821.596.78.59 - Tél. : 03.27.22.78.59. - Mel : [solt-detachement-denain.ces.fot@intradef.gouv.fr](mailto:solt-detachement-denain.ces.fot@intradef.gouv.fr)



Service du commissariat des armées  
Service spécialisé de la logistique  
et du transport



## DECLARATION D'INCIDENT CARTE : **VOL**

Ayant-droit :

NID : \_\_\_\_\_ NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

Type de carte :

☐ : CARTE DE CIRCULATION MILITAIRE

☐ : CARTE FAMILLE

☐ : CARTE FAMILLE TEMPORAIRE

Circonstances :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Date, Cachet et signature RCCS

Date, Signature de l'avant droit

Pièces à joindre :

Déclaration d'incident ; Copie du P.V. de vol

Conserver ce document à l'abri et sans limitation de temps,  
il pourra être réclamé lors de tout contrôle ou audit par les autorités compétentes

Service Spécialisé de la Logistique et du Transport - 2 Rue Louis PETIT - B.P. 227 - 59723 DENAIN CEDEX  
PNIA : 821.596.78.59 - Tel. : 03.27.22.78.59. - Mel : [scit-detachement-denain.oos.fot@intra.def.gouv.fr](mailto:scit-detachement-denain.oos.fot@intra.def.gouv.fr)



Service du commissariat des armées  
Service spécialisé de la logistique  
et du transport

**Demande de remboursement au titre du ¼ de place – compte-rendu circonstancié**

**Ayant-droit :**

**Circonstances :**

**Avis du commandant de formation ou chef de service :**

**Date :**  
**Cachet et signature RCCS :**

**Date :**  
**Signature de l'ayant droit :**

*Conserver ce document à l'abri et sans limitation de temps,  
il pourra être réclamé lors de tout contrôle ou audit par les autorités compétentes*

Service Spécialisé de la Logistique et du Transport – 2 Rue Louis PETIT – B.P. 227 – 59723 DENAIN CEDEX  
PNIA : 821.596.78.59 – Tel. : 03.27.22.78.59. – Mel : [ssl-detachement-denain.ccs.fst@intredef.gouv.fr](mailto:ssl-detachement-denain.ccs.fst@intredef.gouv.fr)

## ANNEXE V : MODELE DE LETTRE DE DEMANDE D'OBTENTION DE CARTE DE CONJOINT

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom et prénom du militaire demandeur

Date d'admission en 2<sup>e</sup> section ou de décès du militaire

Adresse et n° de téléphone

à

Monsieur le commandant du groupement de soutien

de la base de défense de \_\_\_\_\_

Adresse

OBJET : Demande de délivrance de la carte administrative de conjoint (ou demande de renouvellement).

REFERENCE : Circulaire n° 201678/DEF/DFR/FM/2-4 du 26 septembre 1988.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir délivrer ou renouveler à mon époux (épouse) une carte administrative de conjoint.

Je communique, à cette fin, les renseignements suivants : NOM, Prénom, date et lieu de naissance du conjoint.

Je joins à la présente demande :

- une **photographie d'identité** de mon conjoint ;
- une photocopie de **document justifiant de son état-civil** ;
- une **pièce justifiant la qualité de conjoint** de militaire admis en 2<sup>e</sup> section ou décédé (dans le cas d'une demande initiale (ex photocopie livret de pension - carte d'identité militaire) ;
- la **carte administrative de conjoint périmée** (dans le cas d'une demande de renouvellement).

Signature



## **ANNEXE VI : MUSEES MILITAIRES RELEVANT DU MINISTERE DES ARMEES**

L'action des musées militaires nationaux (musée de l'armée, de la marine, de l'air, de la gendarmerie et du service de santé) est complétée, en province, par celle d'autres musées militaires, relevant également du ministère des armées.

Ceux-ci possèdent une vocation particulière et présentent de riches collections, dont l'intérêt historique et culturel est directement lié à leur spécificité.

ANGERS, 49000, musée du souvenir du génie

AUBAGNE, 13400, musée de la légion étrangère

AUTUN, 71400, musée des anciens enfants de troupe

BOURGES, 18000, musée du matériel

BREST, 29200, musée de la marine

CESSON-SÉVIGNÉ, 35510, musée des transmissions

COËTQUIDAN, 56381, musée du souvenir

DAX, 40100, musée de l'aviation légère de l'armée de terre et de l'hélicoptère

DRAGUIGNAN, 83300, musée de l'artillerie

FRÉJUS, 83608, musée des troupes de marine

GRENOBLE, 38000, musée des troupes de montagne

PAU, 64000, musée des parachutistes

PORT-LOUIS, 56290, musée de la marine

ROCHEFORT, 17300, ancienne école de médecine navale et musée de la marine

SAINT-MAIXENT-L'ÉCOLE, 79400, musée national du sous-officier

SAINT-TROPEZ, 83990, musée de la marine

SAUMUR, 49400, musée de la cavalerie et musée des blindés

TOULON, 83000, musée de la marine

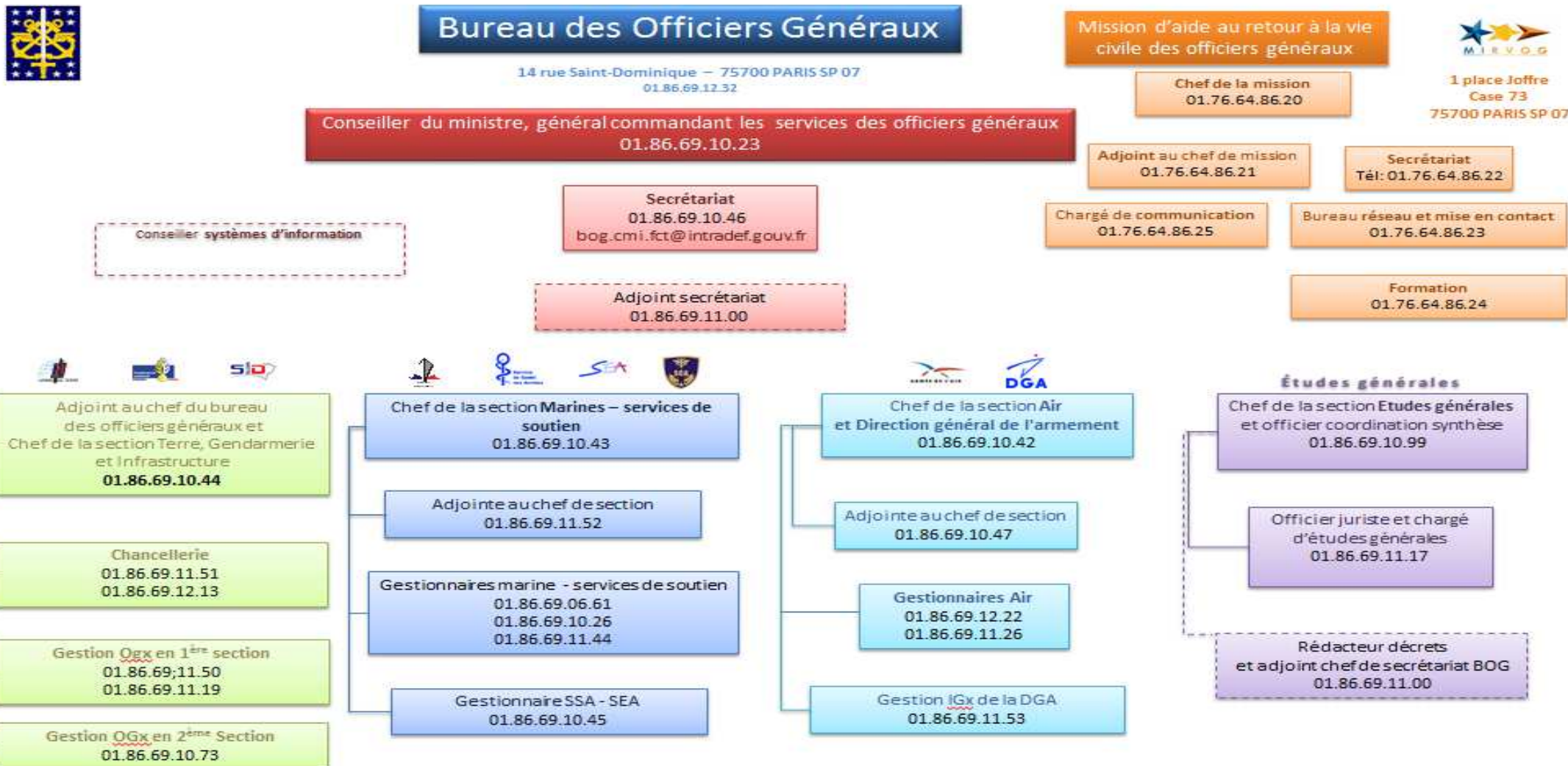
## ANNEXE VII : PRINCIPALES ASSOCIATIONS D'ENTRAIDE OU DE PROMOTION DES LIENS ENTRE LA SOCIETE CIVILE ET LES ARMEES

Nom	Action	Adresse
AAAM Association des Administrateurs des Affaires Maritimes	Rassembler ses membres de façon conviviale; Leur donner les moyens d'une entraide et d'un soutien réciproques; Promouvoir le corps des administrateurs des affaires maritimes et concourir au rayonnement des administrations maritimes.	Maison de la mer 3 quai de la Fosse 44000 NANTES  <a href="mailto:aaam@orange.fr">aaam@orange.fr</a>
ADO Association pour le Développement des Œuvres d'entraide dans l'armée	Procurer une assistance morale et matérielle aux personnels des armées et à leurs ayants droit.	Fort Neuf de Vincennes Cours des Maréchaux Case 104 75614 PARIS Cedex 12 01.41.93.35.04 <a href="http://www.entraide-defense.fr">www.entraide-defense.fr</a> <a href="mailto:ado.paris@wanadoo.fr">ado.paris@wanadoo.fr</a>
ADOSM Association pour le Développement des Œuvres Sociales de la Marine	Aider le personnel militaire et civil de la marine nationale en difficulté ainsi que leurs familles. L'ADOSM agit dans la durée, soucieuse de marquer la fidélité de la marine à l'égard de ceux qui l'ont servie.	24, rue de Presles – Entrée D 75015 PARIS 01.53.69.69.75 <a href="http://www.adosm.org">www.adosm.org</a> <a href="mailto:adosmparis@gmail.com">adosmparis@gmail.com</a>
AEA Association des Anciens Élèves de l'École de l'Air	Assurer le maintien et le développement des liens de camaraderie entre les anciens élèves. Sur le plan financier, l'AEA vient en aide aux familles éprouvées.	3, rue Nationale 92100 BOULOGNE- BILLANCOURT 01.46.05.96.77 <a href="mailto:contact@aea.asso.fr">contact@aea.asso.fr</a> <a href="http://www.aea.asso.fr">www.aea.asso.fr</a>
AEN Association des Anciens Elèves de l'École Navale	Renforcer les liens de camaraderie entre les anciens élèves de l'école navale; Participer à la défense de leurs intérêts moraux et matériels; Contribuer au développement de l'esprit de défense et faire mieux connaître la marine et les intérêts maritimes de la Nation.	86, rue d'Amsterdam 75009 PARIS 01.40.16.00.11 <a href="http://www.anciens-navale.fr">www.anciens-navale.fr</a>
Association des anciens élèves et diplômés de l'École polytechnique	Etablir un lien de solidarité et d'amitié entre tous les anciens élèves; Venir en aide aux élèves et anciens élèves en situation de précarité matérielle ou morale.	5, rue Descartes 75005 PARIS 01.40.64.38.28 <a href="http://www.polytechniciens.com">www.polytechniciens.com</a>
Association Nationale des Commissaires de la Marine et des commissaires des Armées-Marine	Association qui regroupe les commissaires de la marine.	86 rue d'Amsterdam 75009 PARIS 01.40.16.25.43
ANFEM Association Nationale des Femmes de Militaires	Accueillir, rassembler et apporter une aide matérielle et morale aux épouses de militaires, aux militaires féminins et aux femmes de la communauté des armées.	24, rue de Presles 75015 PARIS 01.53.69.69.74 <a href="http://www.anfem.fr">www.anfem.fr</a> <a href="mailto:anfemnat@gmail.com">anfemnat@gmail.com</a>
ANOCR Association Nationale des Officiers de Carrière en Retraite	L'ANOCR s'emploie à apporter une aide aux membres de la famille militaire en complément des actions de l'Action sociale des armées (ASA).	15, rue Cler 75007 PARIS 01.44.18.92.18 <a href="mailto:anocr@orange.fr">anocr@orange.fr</a> <a href="http://www.anocr.com">www.anocr.com</a>

Nom	Action	Adresse
ASVCIC Association des Saint-Cyriens dans la Vie Civile	L'ASVCIC a pour mission d'accompagner les anciens élèves de Saint-Cyr et les officiers dans leur reconversion et vers un emploi civil.	6, avenue Sully Prudhomme 75007 PARIS 01.44.18.61.07 <a href="mailto:accueil@ascvic.fr">accueil@ascvic.fr</a>
Fondation Maréchal de Lattre	Entreprendre des initiatives d'entraide afin d'aider les anciens combattants, soldats ayant servi sous drapeau ONU, militaires ayant quitté l'armée avant l'âge de la retraite à trouver ou retrouver un emploi; Mener des actions de mémoire et d'éducation à la citoyenneté	Siège social 2, rue Eugène Flachat 75017 PARIS  Maisons des associations du 7e 4, rue Amélie 75007 PARIS 01.53.59.44.90 <a href="http://www.fondationmarechaldelattre.fr">www.fondationmarechaldelattre.fr</a> <a href="mailto:fmdelattreparis@aol.com">fmdelattreparis@aol.com</a>
FOSA Fondation des Œuvres Sociales de l'Air	Contribuer à l'éducation d'orphelins notamment pupilles de l'air ; Aider par des prêts et dons les personnels en difficulté ; Organiser des manifestations aéronautiques.	24, rue de Presles 75015 PARIS 01.53.69.69.91 <a href="http://www.fosa.fr">www.fosa.fr</a> <a href="mailto:fosa.social@orange.fr">fosa.social@orange.fr</a>
Groupe de liaison G2S	Maintenir un lien avec les officiers généraux en 2 <sup>e</sup> section de l'armée de terre par le biais d'une lettre d'information bimestrielle et d'une réunion d'information annuelle.	1, place Joffre BP 23 75700 PARIS SP 07 01.44.42.51.51 <a href="mailto:g2s.terre@orange.fr">g2s.terre@orange.fr</a>
Le Souvenir Français	Participer à la transmission des valeurs de la République; Conserver la mémoire de ceux qui sont morts pour la France; Participer à l'entretien des tombes et monuments élevés à leur mémoire.	20, rue Eugène Flachat 75017 PARIS 01.48.74.53.99 <a href="mailto:infos@souvenir-francais.fr">infos@souvenir-francais.fr</a>
Le Trèfle Société d'entraide des élèves et anciens élèves de l'école des officiers de la gendarmerie nationale	Développer les liens de solidarité entre les membres; Fournir un soutien moral et matériel aux adhérents et à leurs ayants droit; Apporter une participation financière aux frais d'obsèques.	10, rue de Tournon 75006 PARIS 01.53.10.84.39 <a href="mailto:letrefle.gend@orange.fr">letrefle.gend@orange.fr</a> <a href="http://www.letreflegend.org">www.letreflegend.org</a>
L'Épaulette Société amicale mutualiste des anciens élèves officiers d'active de recrutement interne	Maintenir les liens de camaraderie et la cohésion militaire; Aider les membres et leurs familles en difficulté ; Assurer le suivi de la condition militaire et aide à la reconversion	Fort Neuf de Vincennes Case 115 Cours des maréchaux 75614 PARIS Cedex 12 01.41. 93.35.35 <a href="mailto:lepaulette@wanadoo.fr">lepaulette@wanadoo.fr</a> <a href="http://www.lepaulette.com">www.lepaulette.com</a>
Les Ailes Brisées	Dispenser une assistance morale et matérielle aux navigants et à leurs familles.	5, rue Christophe Colomb 75008 PARIS 01.40.73.82.40 <a href="mailto:ailes.brisees@ailesbrisees.asso.fr">ailes.brisees@ailesbrisees.asso.fr</a> <a href="http://www.ailesbrisees.asso.fr">www.ailesbrisees.asso.fr</a>
Saint-Cyrienne	Association qui regroupe les officiers français et étrangers issus de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.	6, avenue Sully Prudhomme 75007 PARIS 01.44.18.61.00 <a href="mailto:dg@saint-cyr.org">dg@saint-cyr.org</a> <a href="mailto:secretariat@saint-cyr.org">secretariat@saint-cyr.org</a> <a href="http://www.saint-cyr.org">www.saint-cyr.org</a>
SMLH Société des Membres de la Légion d'honneur	Rassembler des membres de la Légion d'honneur, c'est-à-dire des hommes et des femmes responsables, solidaires, ayant en commun un double souci: Concourir au prestige de l'ordre national de	Hôtel national des Invalides 75700 PARIS CEDEX 07 01.47.05.78.31 <a href="http://www.smlh.fr">www.smlh.fr</a> <a href="mailto:contact@smlh.fr">contact@smlh.fr</a>

Nom	Action	Adresse
	la Légion d'honneur partout où ils peuvent exercer leur action; S'entraider mutuellement par une action de proximité permettant de déceler les adhérents se trouvant dans le besoin.	
Solidarité Défense	Apporter un soutien des jeunes engagés; Donner des aides personnalisées aux militaires gravement blessés ou aux familles en difficultés.	24, rue de Presles 75015 PARIS 01.53.69.69.94 <a href="http://www.solidarite-defense.org">www.solidarite-defense.org</a> <a href="mailto:solidarite.defense@online.fr">solidarite.defense@online.fr</a>
Terre Fraternité	A pour objectif de contribuer à l'accompagnement des blessés, de leurs proches, ainsi que des familles des morts en service de l'armée de terre. Cet accompagnement se traduit par des engagements financiers (hébergement, assistance...), des versements d'aides, des soutiens divers résultants des dons collectés ou des partenariats.	Hôtel national des Invalides 129, avenue de Grenelle 75007 PARIS 01.44-42-31-75 <a href="http://www.terre-fraternite.fr">www.terre-fraternite.fr</a> <a href="mailto:terre.fraternite@yahoo.fr">terre.fraternite@yahoo.fr</a>
Union des blessés de la face et de la tête Fondation des « Gueules cassées »	Apporter une aide matérielle et morale aux militaires et à leur famille; Participer au financement de différents organismes et établissements.	20, rue d'Aguesseau 75008 PARIS 01.44.51.52.00 <a href="http://www.gueules-cassees.asso.fr">www.gueules-cassees.asso.fr</a> <a href="mailto:orousssel@gueules-cassees.asso.fr">orousssel@gueules-cassees.asso.fr</a>

## ANNEXE VIII : ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DU BUREAU DES OFFICIERS GÉNÉRAUX



Mise à jour du 01/09/2017

